

25° Vrije Gesubsidieerde BuSO Het Kompas

Bethaniënlei 5

2960 Brecht

3e degré Gros-cœuvre dual ess

discipline/domaine : STIM

finalité : axé sur le marché du travail ;

26° GO! athena OV4

Bruyningstraat 20

8510 Courtrai

3e degré Aménagement et gestion d'espaces verts dual ess

discipline/domaine : agriculture et horticulture

finalité : axé sur le marché du travail ;

27° GO! athena OV4

Bruyningstraat 20

8510 Courtrai

3e degré Installations électriques dual ess

discipline/domaine : STIM

finalité : axé sur le marché du travail ;

28° GO! IBSO Woudlucht

Prosperdreef 3

3000 Louvain

3e degré Aménagement et gestion d'espaces verts dual ess

discipline/domaine : agriculture et horticulture

finalité : axé sur le marché du travail ;

29° GO! IBSO Woudlucht

Prosperdreef 3

3000 Louvain

3e degré Logistique dual ess

discipline/domaine : économie et organisation

finalité : axé sur le marché du travail.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2023.

Art. 3. Le ministre flamand compétent pour l'enseignement et la formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 février 2023

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand,

B. WEYTS

Le Ministre flamand de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,

J. BROUNS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/41198]

**16 MARS 2023. — Décret modifiant le décret du 10 novembre 2011
relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. À l'article 8 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, modifié par les décrets de la Communauté française du 17 juillet 2013, 28 mars 2019 et 17 juillet 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° au premier alinéa, les termes « , le développement artistique, le développement production » sont supprimés ;

2° au deuxième alinéa, les troisièmes et quatrièmes tirets sont supprimés.

Art. 2. À l'article 10 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, les termes « Les œuvres audiovisuelles réalisées dans un cadre scolaire ou académique » sont remplacés par les termes « Les films d'école répondant à la définition de l'article 1^{er}, 9° ».

Art. 3. À l'article 11 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, modifié par le décret de la Communauté française des 23 février 2017 et 28 mars 2019, le 5° est abrogé.

Art. 4. À l'article 18 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, modifié par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2013, remplacé par le décret de la Communauté française du 23 février 2017 et modifié par les décrets de la Communauté française des 28 mars 2019 et 17 juillet 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° le premier paragraphe est remplacé par ce qui suit :

« §1^{er}. Après avis de la Commission d'avis, le Gouvernement peut octroyer des aides au développement d'un long métrage ou d'un documentaire de création en fonction des critères culturels, artistiques et techniques de l'œuvre audiovisuelle arrêtés par le Gouvernement. » ;

2° au deuxième paragraphe, les termes « de l'aide au développement artistique, de l'aide au développement production et » sont supprimés.

Art. 5. Au premier paragraphe de l'article 19 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, remplacé par le décret de la Communauté française du 23 février 2017 et modifié par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° au premier alinéa, les termes « artistique ou d'une aide au développement production » sont supprimés ;

2° le second alinéa est supprimé.

Art. 6. À l'article 24 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, modifié par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2013, remplacé par le décret de la Communauté française du 23 février 2017, modifié par le décret de la Communauté française du 28 mars 2019, complété par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2020 et modifié par le décret de la Communauté française du 14 juillet 2021, le 4° est supprimé.

Art. 7. À l'article 25 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, modifié par les décrets de la Communauté française des 17 juillet 2013, 28 mars 2019 et 17 juillet 2020, le deuxième paragraphe est supprimé.

Art. 8. L'article 27 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, remplacé par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2013, complété par le décret de la Communauté française du 23 février 2017 et modifié par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2020, est abrogé.

Art. 9. Aux articles 47, §1^{er}, 1°, modifié par le décret de la Communauté française du 14 juillet 2021 et complété par le décret de la Communauté française du 15 décembre 2021, et 51, §1^{er}, 1°, remplacé par le décret de la Communauté française du 14 juillet 2021 et remplacé par le décret de la Communauté française du 15 décembre 2021, les termes « sur le territoire de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale » sont remplacés par les termes « sur le territoire de la Belgique ».

Art. 10. À l'article 47, §1^{er}, du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, remplacé par le décret de la Communauté française du 14 juillet 2021 et modifié par le décret de la Communauté française du 15 décembre 2021, la phrase « Les éditeurs de services visés par l'alinéa précédent doivent être diffusés sur le territoire de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale. » est supprimée.

Art. 11. L'article 51, §2, du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, remplacé par le décret de la Communauté française du 14 juillet 2021 et modifié par le décret de la Communauté française du 15 décembre 2021, est complété par les termes « , ou par le distributeur ».

Art. 12. L'article 103 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle est remplacé par ce qui suit :

« Art. 103. §1^{er}. Le Gouvernement octroie des aides visant à faciliter la participation des professionnels du secteur audiovisuel à des formations nationales et internationales dans le domaine audiovisuel et la participation des non-professionnels à des formations nationales dans le domaine audiovisuel.

Par professionnel du secteur audiovisuel, l'on entend toute personne détentrice d'un diplôme de l'enseignement supérieur artistique dans le domaine audiovisuel ou ayant une expérience professionnelle significative dans ce domaine.

§2. La nature de l'aide à la formation est une subvention destinée à couvrir exclusivement les frais d'inscription du participant à la formation. ».

Art. 13. L'article 105 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, complété par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 105. Pour pouvoir bénéficier d'une aide à la formation :

1° la formation souhaitée doit être incluse dans une liste arrêtée par le Gouvernement selon que la formation s'adresse à des professionnels ou à des non-professionnels.

Par dérogation, si une demande d'aide porte sur une formation destinée à des non-professionnels qui ne figure pas dans la liste arrêtée par le Gouvernement, la/le Ministre ayant la culture dans ses attributions pourra la rendre éligible, sur la base des éléments suivants :

- le caractère sérieux de la formation ;
- la qualité des CV des formateurs en terme d'expertise audiovisuelle ;
- les matières abordées au cours de la formation ;

2° la demande d'aide doit être introduite avant la date à laquelle la formation se déroule ;

3° la demande d'aide doit concerner la part des frais d'inscription qui n'est pas prise en charge par un autre organisme ;

4° pour les formations destinées à des non-professionnels, le demandeur doit être âgé de minimum dix-huit ans et maximum quarante ans au moment de l'introduction de la demande et démontrer un intérêt et une motivation à s'intégrer dans le milieu professionnel de l'audiovisuel avec pour objectif d'en faire à terme un métier. ».

Art. 14. À l'article 106 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, le deuxième alinéa est remplacé par ce qui suit :

- « Le montant de l'aide octroyée par le Gouvernement ne peut excéder :
- cinquante pour cent des frais d'inscription à la formation pour les professionnels ;
 - septante-cinq pour cent des frais d'inscription à la formation pour les non-professionnels. ».

Art. 15. Le premier alinéa de l'article 108 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, complété par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2013 est complété par ce qui suit :

« , récapitulant son avis sur le contenu de la formation, la qualité des formateurs du matériel didactique et l'intérêt de la formation pour l'avancement de son projet personnel.

Le Gouvernement détermine le modèle de rapport à remettre par le bénéficiaire. ».

Art. 16. §1^{er}. Les demandes d'aide au développement artistique et d'aide au développement production introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret restent soumises à l'ancienne réglementation.

§2. Les œuvres audiovisuelles ayant bénéficié d'une aide au développement artistique avant l'entrée en vigueur du présent décret peuvent déposer, pendant douze mois après l'entrée en vigueur du présent décret, une demande d'aide au développement production qui restera régie par l'ancienne réglementation.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 16 mars 2023.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 507-1. — Rapport de commission, n° 507-2. — Texte adopté en séance plénière, n° 507-3

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 15 mars 2023

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/41198]

16 MAART 2023. — Decreet tot wijziging van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In artikel 8 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de steun aan de film en audiovisuele creatie, gewijzigd bij de decreten van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, 28 maart 2019 en 17 juli 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in het eerste lid worden de woorden „, de artistieke ontwikkeling, de productieontwikkeling” geschrapt;
- 2° in het tweede lid worden het derde en het vierde streepje geschrapt.

Art. 2. In artikel 10 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie worden de woorden „ De audiovisuele werken die in een school- of academisch kader worden gemaakt, ” vervangen door de woorden „Schoolfilms die beantwoorden aan de definitie van artikel 1, 9°,”.

Art. 3. In artikel 11 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 23 februari 2017 en 28 maart 2019, wordt punt 5° opgeheven.

Art. 4. In artikel 18 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, vervangen door het decreet van de Franse Gemeenschap van 23 februari 2017 en gewijzigd bij de decreten van de Franse Gemeenschap van 28 maart 2019 en 17 juli 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° de eerste paragraaf wordt vervangen door de volgende tekst:

“§ 1. Na advies van de Adviescommissie kan de regering subsidies verlenen voor de ontwikkeling van een lange film of een creatiedocumentaire volgens de door de regering vastgestelde culturele, artistieke en technische criteria van het audiovisuele werk.”;

- 2° in de tweede paragraaf worden de woorden „ van de steun voor artistieke ontwikkeling, van de steun voor productieontwikkeling en ” geschrapt.

Art. 5. In de eerste paragraaf van artikel 19 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, vervangen door het decreet van de Franse Gemeenschap van 23 februari 2017 en gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "artistieke ontwikkeling of een steun voor productieontwikkeling van" geschrapt;

2° het tweede lid wordt geschrapt.

Art. 6. In artikel 24 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, vervangen bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 23 februari 2017, gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 28 maart 2019, aangevuld bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2020 en gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 14 juli 2021, wordt punt 4° geschrapt.

Art. 7. In artikel 25 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, gewijzigd bij de decreten van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, 28 maart 2019 en 17 juli 2020, wordt de tweede paragraaf geschrapt.

Art. 8. Artikel 27 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, vervangen door het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, aangevuld door het decreet van de Franse Gemeenschap van 23 februari 2017 en gewijzigd door het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2020, wordt opgeheven.

Art. 9. In de artikelen 47, §1, 1°, gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 14 juli 2021 en aangevuld bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 15 december 2021, en 51, §1, 1°, vervangen bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 14 juli 2021 en aangevuld bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 15 december 2021, worden de woorden "op het grondgebied van het Franse taalgebied of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad" vervangen door de woorden "op het grondgebied van België".

Art. 10. In artikel 47, §1, van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, vervangen bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 14 juli 2021 en gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 15 december 2021, wordt de zin "De in het vorige lid bedoelde uitgevers van diensten moeten worden uitgezonden op het grondgebied van het Franse taalgebied of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad." geschrapt.

Art. 11. Artikel 51, §2, van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, vervangen door het decreet van de Franse Gemeenschap van 14 juli 2021 en gewijzigd door het decreet van de Franse Gemeenschap van 15 december 2021, wordt aangevuld met de woorden ", of door de verdeler".

Art. 12. Artikel 103 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 103. § 1. De regering verleent steun om de deelname van vakmensen uit de audiovisuele sector aan nationale en internationale opleidingen op audiovisueel gebied en de deelname van niet-professionals aan nationale opleidingen op audiovisueel gebied te vergemakkelijken.

Een vakman in de audiovisuele sector wordt gedefinieerd als een persoon die in het bezit is van een diploma van het hoger kunstonderwijs op audiovisueel gebied of die een aanzienlijke beroepservaring op dat gebied heeft.

§ 2. De aard van de opleidingssteun is een subsidie die uitsluitend bestemd is om de inschrijvingskosten van de deelnemer voor de opleiding te dekken."

Art. 13. Artikel 105 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, zoals aangevuld bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 105. Om voor opleidingssteun in aanmerking te komen:

1° moet de gewenste opleiding zijn opgenomen op een lijst die door de regering wordt vastgesteld naargelang de opleiding bestemd is voor beroepsbeoefenaars (professionals) of niet-professionals.

Wanneer een steunaanvraag betrekking heeft op een opleiding voor niet-professionals die niet voorkomt op de door de regering opgestelde lijst, kan de minister belast met cultuur deze in afwijking hiervan subsidiabel maken op basis van de volgende elementen:

- de ernstige aard van de opleiding;
- de kwaliteit van de CV's van de opleiders in termen van audiovisuele expertise;
- de tijdens de opleiding behandelde onderwerpen;

2° moet de steunaanvraag worden ingediend vóór de datum waarop de opleiding plaatsvindt;

3° moet de steunaanvraag betrekking hebben op het gedeelte van het inschrijvingsgeld dat niet door een andere organisatie wordt gedekt;

4° moet, voor opleidingen bestemd zijn voor niet-professionals, de kandidaat op het ogenblik van de indiening van de aanvraag minstens achttien en hoogstens veertig jaar oud zijn en blijk geven van belangstelling en motivatie om zich in de professionele audiovisuele omgeving te integreren met de bedoeling er uiteindelijk zijn beroep van te maken."

Art. 14. In artikel 106 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie wordt het tweede lid vervangen door hetgeen volgt:

"Het bedrag van de door de regering verleende steun mag niet hoger zijn dan:

- vijftig procent van het inschrijvingsgeld voor de opleiding van professionals;
- vijfenzeventig procent van het inschrijvingsgeld voor de opleiding van niet-professionals."

Art. 15. Het eerste lid van artikel 108 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, aangevuld bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, wordt aangevuld met het volgende:

", met een samenvatting van zijn advies over de inhoud van de opleiding, de kwaliteit van de opleiders, het lesmateriaal en de relevantie van de opleiding voor de voortgang van zijn persoonlijke project.

De regering stelt het modelverslag vast dat door de begunstigde moet worden ingediend.”.

Art. 16. §1. De aanvragen om steun voor artistieke ontwikkeling en steun voor productieontwikkeling die vóór de inwerkingtreding van dit decreet zijn ingediend, blijven onderworpen aan de vroegere regelgeving.

§2. Audiovisuele werken die vóór de inwerkingtreding van dit decreet steun voor artistieke ontwikkeling hebben genoten, kunnen gedurende twaalf maanden na de inwerkingtreding van dit decreet een aanvraag om steun voor productieontwikkeling indienen waarop de oude regeling van toepassing blijft.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, op 16 maart 2023.

De minister-president,

P.-Y. JEHOLET

De vicepresident en minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen
en Toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

De vicepresident en minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening
aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. — Ontwerpdecreet, nr. 507-1. — Commissieverslag, nr. 507-2. — Tekst aangenomen in de plenaire vergadering, nr. 507-3

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Zitting van 15 maart 2023

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2023/201454]

27. FEBRUAR 2023 — Dekret zur Zustimmung zum Übereinkommen Nr. 131 über die Festsetzung von Mindestlöhnen, besonders unter Berücksichtigung der Entwicklungsländer, angenommen durch die Allgemeine Konferenz der Internationalen Arbeitsorganisation zu ihrer vierundfünfzigsten Tagung zu Genf am 22. Juni 1970

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Einzigster Artikel - Das Übereinkommen Nr. 131 über die Festsetzung von Mindestlöhnen, besonders unter der Berücksichtigung der Entwicklungsländer, angenommen durch die Allgemeine Konferenz der Internationalen Arbeitsorganisation zu ihrer vierundfünfzigsten Tagung zu Genf am 22. Juni 1970, ist uneingeschränkt wirksam.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Eupen, den 27. Februar 2023

O. PAASCH

Der Ministerpräsident,

Minister für lokale Behörden und Finanzen

A. ANTONIADIS

Der Vize-Ministerpräsident,

Minister für Gesundheit und Soziales,

Raumordnung und Wohnungswesen

I. WEYKMANS

Die Ministerin für Kultur und Sport,

Beschäftigung und Medien

L. KLINKENBERG

Die Ministerin für Bildung,

Forschung und Erziehung

—
Fußnote

Sitzungsperiode 2022-2023

Nummerierte Dokumente: 251 (2022-2023) Nr. 1 Dekretentwurf

251 (2022-2023) Nr. 2 Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text

Ausführlicher Bericht: 27. Februar 2023 - Nr. 55 Diskussion und Abstimmung